

# Le Parti social français (1936-1945) Une expérience de parti de masses et la préparation d'une relève

Jean-Paul THOMAS

Professeur de chaire supérieure au Lycée Janson-de-Sailly – Paris  
Chercheur associé au Centre d'histoire de l'Europe au XX<sup>e</sup> siècle

L'histoire du Parti social français (PSF), fondé par le colonel de La Rocque en juin 1936 après la dissolution de la ligue des Croix-de-Feu, est un sujet fort vaste qu'il n'est pas question de traiter ici. Nous en extrairons seulement les deux thèmes énoncés en titre, pour leur contribution à l'objet de cette journée d'étude. D'une part, le PSF fut une formation d'un type nouveau à droite et en France. Cette nouveauté était certes relative, tout étant toujours un aboutissement. Mais elle était au cœur d'une recomposition qui se dessinait déjà en filigrane entre 1936 et 1939; et elle fut pensée comme telle par les dirigeants. D'autre part, le nouveau parti fut un lieu de formation organisé : il voulut préparer la relève d'un monde politique décrié. Au vu du bilan, *post mortem*, on peut juger qu'il fut bien le plus important vivier de cadres pour les droites d'après guerre.

## **Un parti de masses rassembleur, bouleversant une droite récusée**

Au regard de sa brève existence et de son peu d'influence sur les destinées du pays, le Parti social français est d'abord remarquable par un fait numérique : il réunit plus d'un million d'adhérents en 1938-1939. Nous avons consacré un article aux sources qui l'établissent<sup>1</sup> : ce chiffre est à pondérer en tenant compte du caractère superficiel de certaines adhésions qui relevaient de la sociabilité; il reste le plus élevé de l'histoire des formations politiques françaises. Dans le Nord, le fichier conservé de la fédération départementale, soigneusement épuré des démissions, atteste que les membres du PSF étaient plus de 50 000 en 1939. C'était plus que le total des effectifs annoncés par les partis communiste et socialiste. Ces formations étaient les seules références comparatives que le parti de La Rocque jugeait à sa hau-

---

1. THOMAS, Jean-Paul, « Les effectifs du Parti social français », *Vingtième siècle*, n° 62, avril-juin 1999, p. 61-83.

teur, et selon lui à son avantage. Sa puissance est en tout cas confirmée par les critères visibles de ses forces, de la capacité à apporter une contradiction militante dans les meetings de gauche, aux secours déployés par le réseau satellite ADP (Auxiliaires de la Défense passive – Artisans du Devoir patriotique) pendant la guerre. Elle découlait directement de l'originalité du parti, qui sut attirer une masse de nouveaux venus peu politisés. Les non-électeurs en formaient une part importante. Dans la région parisienne, un tiers des adhérents étaient des femmes. Les mineurs de seize à vingt ans des deux sexes semblent avoir représenté un gros dixième des effectifs (nous ne comptons pas les adhésions enfantines, dans un cadre familial).

Ce recrutement de masses dans des horizons inhabituels reposait sur le « social ». Ce fut un véritable mode d'encadrement, suscitant une « grosse machine » organisationnelle extraordinairement ramifiée, et dotée de satellites à fonctions diverses : la politique ne fut jamais qu'un secteur particulier de l'activité du PSF, subordonnée à une raison d'être qui l'anoblissait. La dimension sociale tira sa substance d'un activisme inépuisable qu'on résumera plus loin. Elle s'appuya aussi sur une idéologie fondatrice, résumée par la formule « Le social d'abord ». Cette maxime était opposée au « Politique d'abord » de Maurras, « expression de l'orgueil païen », et à « l'économique d'abord, expression du matérialisme barbare » : on reconnaît une antithèse ancrée dans une culture catholique sociale à quoi ne se résumait pas le PSF mais qui nourrissait la sensibilité personnelle de son président.

L'idéologie du PSF s'inscrivait à vrai dire dans une ambivalence partagée avec bien d'autres courants. Elle faisait du national et du social un couple complémentaire, opposé à une gauche et à une droite également récusées. On connaît les variantes fort diverses de ce lieu commun (au sens de la philosophie) dans le temps et dans le spectre politique. Dans une histoire proche, cela avait constitué la substance d'un discours porté par les Jeunesses patriotes peu auparavant, qu'on retrouve une décennie plus tard, et sous une forme plus convaincante, dans le gaullisme. Une analogie avec une version d'extrême droite serait d'autant moins pertinente pour le PSF. Certes, l'héritage ancien combattant des Croix-de-Feu était-il d'un type très national, d'autant que l'association dissoute avait été le porte-parole de l'intransigeance dans « la paix par le respect des traités » ; et les parentés ligueuses, alors manifestées par des individus très visibles, semblent accréditer la prépondérance de ce pôle national. Mais l'examen des profondeurs du PSF souligne plutôt la place centrale du social. Au-delà de son activité débordante sur ce terrain et de la marque personnelle imprimée par La Rocque, il était au croisement de deux influences fondamentales. L'héritage moralement et intellectuellement prépondérant de la tradition catholique sociale rencontrait une autre source, de principe laïque : la dimension sociale du mouvement ancien combattant, trop souvent négligée par la mémoire contemporaine malgré ce qu'en a écrit Antoine Prost.

Que ces ressorts aient été un efficace instrument politique peut paraître étonnant sous le regard d'une autre époque. On devine que le souvenir poignant d'une guerre et l'inquiétude devant celle qu'on sentait venir ne sont peut-être pas suffisants. Les limites de cette communication ne permettent pas de poser la question de la part qu'eurent certains facteurs structurels ou événementiels, français ou internationaux. On se contentera d'une constatation : le PSF pénétra toutes les classes et tous les lieux.

La géographie de son implantation offre une première approche du parti. La carte des élus revendiqués – essentiellement une grande moitié nord de la France, avec en premier lieu les deux môles de l'Ouest et de l'Est – est d'un enseignement limité pour une raison méthodologique : elle est tributaire des alliances de droite aux élections cantonales de 1937, seul scrutin général auquel fut soumis le nouveau venu. Elle n'est évidemment pas dénuée de sens pour autant. La carte des adhésions et celle, qu'on peut esquisser, du fait militant sont plus larges et plus parlantes : la France du PSF fut d'abord une France des droites ; mais le parti pénétra aussi solidement dans celle des gauches et réunit même une minorité active dans des bastions locaux de l'extrême gauche comme les bassins houillers.

D'un point de vue sociologique, le PSF fut le type de mouvement populaire qu'on désigne comme « interclassiste » : plutôt qu'à de longues références, nous préférons renvoyer, en annexe, à la liste des professions et qualités relevées à la lettre L (la plus nombreuse) dans le registre des adhérents de Montreuil de 1937. Le recrutement ouvrier ne fut pas limité à des catégories marginales. On trouve en nombre des représentants de corporations considérées comme au cœur de la classe ouvrière : les cheminots (70 dans les 2 700 noms du fichier de Vernon), les mineurs (par sondage on peut évaluer leur nombre aux environs de 700 dans le Nord et l'extrapolation d'indications militantes suggère un chiffre comparable dans le Pas-de-Calais). Nous ne pouvons pas davantage faire une statistique nationale du recrutement paysan mais les relevés des adhésions quotidiennes de 1936-1937, à usage interne, suggèrent une progression rapide dans ce groupe. Si sa part était à ce moment moindre que le gros tiers qu'il représentait dans le pays, celle des actifs agricoles recensés dans le fichier du Nord en 1939 était supérieure à leur pourcentage dans la population active départementale<sup>2</sup> (ces comparaisons ne sont données que pour indiquer l'importance d'un recrutement populaire, sans leur accorder en quoi que ce soit une valeur normative). Bien entendu, la place des diverses classes dirigeantes ne saurait se mesurer numériquement. Elles fournirent une part des cadres du mouvement, concurremment aux classes moyennes, indépendantes ou salariées, et à des éléments populaires encore peu nombreux aux premiers rangs mais dont l'émergence progressive et la formation furent un objectif poursuivi. On remarque l'importance particulière des représentants de milieux dirigeants marqués par une tradition de respon-

---

2. Selon le comptage de Jacques PREVOSTO, *Le Parti social français dans le Nord*, mémoire de DES, Université de Paris 10-Nanterre, 1970.

sabilité sociale : un nombre non négligeable d'aristocrates de culture catholique sociale, une bourgeoisie patronale du Nord et, en son sein, des représentants significatifs de quelques dynasties bien connues et qu'on aurait tort de caricaturer<sup>3</sup>.

Ces traditions qui avaient un long passé nous renvoient à un autre registre : la diversité des cultures politiques d'origine de ceux qui confluèrent dans le PSF. Toutes les familles des droites selon la classification rémondienne y apportèrent leur contribution... ce qui ne veut pas dire que tous leurs représentants adoptèrent ou apprécièrent ce parti qui prétendait réconcilier tous les Français. Au-delà de cet horizon d'une droite œcuménique, le Parti social français recueillit des transfuges de tous les partis, et des déçus du Front populaire y compris de la gauche socialiste et communiste : si les anciens militants en étaient très minoritaires, on trouve sans peine dans toutes les régions étudiées quelques figures ayant un passé significatif, et des orateurs populaires<sup>4</sup>. Moins hétérogène était l'apport de militants d'origine démocrate-chrétienne, syndicaliste chrétienne, jociste, souvent non dénués de représentativité. Il faudrait compléter l'arc-en-ciel PSF par le spectre des appartenances religieuses (dont aucune ne manquait), ou de leur absence : cette mouvance qui avait de fortes racines dans une France catholique n'était pas moins diverse de ce point de vue. On remarque un nombre de musulmans nord-africains immigrants dans les communes ouvrières, et la présence significative de protestants, particulièrement en Alsace, mais plus largement partout où ils participaient d'une mosaïque politico-culturelle locale.

Cette originalité appuyée sur la réalité des foules réunies étayait les prétentions d'un rassemblement qui se pensait, malgré son nom, comme d'une essence non-partisane. Le PSF se proclamait non sans ambiguïté « au-dessus des partis » : par ses racines dans toute la société, il était seul indépendant des classes et appartenances, et pouvait leur proposer une naturelle réconciliation autour du bien commun et du salut public. C'était aussi parce qu'il était fondé sur le « service public » (titre du livre de référence de La Rocque, publié en 1934) : le désintéressement fut la valeur cardinale opposée à une politique méprisée (quoique non répudiée si elle était « puri-

---

3. Parmi ces représentants, on peut citer la présence de plusieurs petits-fils d'Eugène Motte, « roi de la laine » mais aussi député-maire républicain et social ayant marqué l'histoire de Roubaix au début du siècle. Bertrand Motte fut secrétaire fédéral du PSF du Nord. Son image de notable CNI dans les années 1960 ne saurait faire oublier qu'il avait entre temps été un membre du RPF (qu'il finançait en tant que secrétaire des syndicats patronaux du Nord), très favorable au thème de « l'Association capital-travail ».

4. Trois orateurs au moins du département du Nord étaient d'anciens communistes, dont l'un présentait le profil d'un ancien révolutionnaire professionnel. Dans la région nantaise, qui était un bastion PSF, l'orateur le plus populaire du parti était l'ancien socialiste Alexandre Éraud. Son rôle ultérieur au sein du mouvement de résistance Libération-Nord, ancré plutôt à gauche et dans des milieux syndicaux, mais où on retrouve aussi des éléments PSF dans cette région, laisse penser qu'il avait gardé des liens avec des représentants de sa famille politique d'origine.

fiée » par ses soins<sup>5</sup>, c'est-à-dire, on le devine, si elle échappait aux « politiciens »)... En fait, on aperçoit vite dans le discours une contemtion paradoxalement plus forte et plus moralisatrice contre les politiciens de droite, qui n'avaient pas de « mystique », que contre les diverses gauches qui représentaient vaille que vaille un idéal, social ou républicain, malheureusement perverti. Le PSF bouleversait la droite non sans paradoxe.

### **Les paradoxes du premier acteur d'une recomposition politique**

À première vue, cette idéologie « ni droite ni gauche » paraît banale. Pourtant, qu'elle ait porté un mouvement d'une telle ampleur nous impose de chercher en quoi elle pouvait répondre, sous cette forme et à ce moment, aux sentiments d'une partie du pays dans sa moitié droite et un peu au-delà. La réponse se situe à plusieurs niveaux, culturel et politique.

On est frappé par l'intensité d'un rêve PSF aux couleurs de l'utopie. Ce « parti » bien mal dénommé fut-il une sorte de secte immense ? Il en présentait quelques caractéristiques : la substitution d'un monde idéal, peint de couleurs généreuses, à la réalité présente ; une sociabilité à la fois sentimentale et « sympathique », entre dévouement charitable et activités festives, propre à satisfaire la demande immédiate de tous ceux à qui il annonçait la France réconciliée d'un futur incertain. Ce pouvait être la dérive naturelle d'un certain héritage du catholicisme social : cette tradition aux visages multiples avait été naguère, dans un de ses aspects, nourrie par un désir de fuite hors de la réalité des temps présents. Est-il surprenant qu'une foule en bonne partie venue de cet horizon et faiblement politisée se soit réfugiée dans un parti semblant apporter une réponse aux inquiétudes profondément contradictoires de l'époque ? La part de confusion que comportait cette culture était au surplus propre à intégrer les déçus de tous les autres bords.

D'un point de vue événementiel, les chocs des années trente sapèrent la confiance dans le monde politique mais surtout celle d'un peuple de droite dans les formations qui avaient jusque-là reçu ses votes sans enthousiasme. Le choc de la crise révélait l'impuissance générale dans la gestion des choses : vu de droite, le plus significatif était peut-être l'incapacité de l'État face à la « démagogie » des « budgétivores ». Le choc extérieur prenait l'allure accablante d'un enchaînement inexorable. Le choc politique de 1936 enfin paraissait la faillite de la droite établie. Ses partis souffraient plus que d'autres de n'être que des instruments électoraux techniques. Leur échec faisait apparaître plus crûment leur inaptitude à exprimer les passions du pays et du moment : elle découlait en bonne part d'une vieille division fonctionnelle par laquelle ils avaient de fait abandonné leur expression aux ligues et autres mouvances extra-politiques (dont précisément les surgeons divers d'un

---

5. La formation du Comité parlementaire de sympathie pour le PSF en décembre 1936 fut présentée dans *Le Flambeau*, organe du parti, sous le titre : « Faire de la politique pour la purifier. »

catholicisme militant). Cette dichotomie, allant au-devant d'un penchant naturel à droite, avait de longue date entretenu « l'apolitisme » : dans la pratique, cette disposition d'esprit conduisait surtout, dans une partie de la société française, à une profonde inculture politique et à l'incompréhension des formations partisanses. On comprend ce qui, dans le Parti social français, put paraître une révélation à ceux qui, pêle-mêle, s'étaient reconnus naguère dans les Jeunesses patriotes, les mouvements catholiques, la sociabilité des anciens combattants, voire les déçus du Front populaire (qui en représentaient soit la frange la moins politisée, soit quelques militants fatigués ayant l'impression d'avoir été dupés – il n'en manquait pas, même parmi les anciens communistes)... La liste n'est bien sûr pas du tout exhaustive.

La dernière raison est en partie une explication du PSF par sa propre dynamique. Un processus de décomposition et de recomposition politiques était bel et bien entamé avec ce tournant de 1936. Le nouveau parti en fut le principal facteur, porté par l'image de ces foules irrésistibles qui déclassaient les vieux appareils et leurs notables. Edmond Barrachin, directeur du Bureau politique, c'est-à-dire préposé à l'action électorale, faisait du social un enjeu légitimant : le parti n'était-il pas le seul à pousser par là ses racines partout et dans tous les milieux, donc le seul apte à exprimer les aspirations du pays tout entier ? Par une remarquable ambiguïté, ce mouvement qui dévalorisait la politique fonda toute sa stratégie de 1936 à 1939 sur une synergie entre son militantisme social débordant et la préparation méthodique des élections attendues en 1940. Sa direction à deux têtes, entre la mystique de La Rocque et le pragmatisme de Barrachin, assura une tactique nuancée.

Face aux autres formations de droite et du centre, les affrontements ne furent pas systématiques. Si le sectarisme de la base PSF en fut parfois localement fauteur, l'initiative nationale vint plus souvent des vieux partis, petits et grands (Fédération républicaine, Alliance républicaine démocratique, Parti démocrate populaire), que sa percée déstabilisait. Leur défense fut parfois retorse, lors de seconds tours d'élections partielles dans lesquelles ils avaient été éliminés : les représentants locaux de la Fédération républicaine à Mortain en 1937, les démocrates populaires de la 2<sup>e</sup> circonscription de Saint-Brieuc en 1939 firent barrage à l'intrus en votant pour des candidats de centre-gauche. La manœuvre défensive la plus organisée, et d'ampleur nationale, fut la tentative d'un Front de la Liberté, proposé par Jacques Doriot et avalisé par la Fédération républicaine et par le Parti républicain national et social de Jean Taittinger, au printemps de 1937. Il est étudié par Jean Vavasseur-Desperriers : nous nous contenterons ici de constater que le PSF refusa de s'associer à cette union des droites clairement destinée à le noyer ; et que dans « la France profonde » bien des éléments conservateurs, pourtant critiques à l'endroit des amis de La Rocque, traînèrent les pieds devant la vedettisation de Doriot<sup>6</sup>.

---

6. On le vit avec l'échec du grand *meeting* régional du Front de la Liberté à Sainte-Luce-sur-Loire en juillet 1937 : selon les rapports préfectoraux, les organisateurs attendaient 100 000 personnes à cette réunion qui devait être un test national, appuyé sur les forces

La tactique la plus constante du PSF fut une diplomatie captatrice à l'égard des notables et des compétences, tendant à isoler et à dépouiller sans heurt frontal les chefs des appareils adverses étroitement définis : ceux de Louis Marin et d'Étienne Flandin. Elle était plus accommodante avec les petites formations intermédiaires (à la Chambre, les Républicains indépendants d'Action sociale et les Radicaux indépendants) ou centristes, même peu amènes comme pouvaient l'être certains dirigeants du Parti démocrate populaire. En revanche, un conflit frontal fut mené à l'encontre des plus conservateurs et de l'extrême droite : au-delà de leurs calomnies haineuses contre La Rocque, ils étaient un utile repoussoir pour un parti qui avait choisi, sous l'inspiration étonnamment convergente du colonel et de « l'enfant du sérail » qu'était Barrachin, de viser le centre de l'échiquier politique et la récupération des enfants perdus de la gauche. Les résultats furent évidemment inégaux mais on voit bien s'agréger une nébuleuse d'électeurs libres et d'élus locaux autour du parti. Parmi les plus significatifs, surtout au regard de l'histoire à long terme d'un centre-droit réformateur, on relève le ralliement de proches collaborateurs d'Henri de Kerillis au Centre de propagande des Républicains nationaux, dont Jean Legendre. À l'intérieur de la Fédération républicaine comme de l'Alliance républicaine démocratique, des voix se faisaient ouvertement entendre en faveur d'une entente avec le PSF et certains étaient de francs compagnons de route. Le cas le plus connu est celui de Frédéric-Dupont ; mais on aperçoit nettement des connivences d'ampleur régionale, par exemple dans la mouvance de l'Alliance démocratique des Alpes-Maritimes.

Il n'y a pas eu de scrutin national qui aurait permis de mesurer la force réelle du PSF. Les cantonales de 1937 permirent une première implantation, en partie par le ralliement, certes toujours incertain, de notables déjà assis ; mais la prépondérance écrasante des candidatures unitaires ne permet pas d'évaluer le rapport des forces devant le corps civique. Le PSF réussit à faire élire trois députés aux élections partielles de novembre 1938 à mars 1939. Selon Frédéric-Dupont, celle de Charles Vallin à Paris fut ressentie comme un coup de tonnerre entraînant un intense désir de ralliement de la part de nombre de ses collègues marinistes ou flandinistes<sup>7</sup>. D'autres occasions furent celles d'échecs, dont le bilan nous entraînerait trop loin. Une tendance lourde dessine tout de même les perspectives. Si le PSF n'était pas sûr du tout de gagner en 1940, il s'imposait le plus souvent en tête des droites : il n'est pas exclu qu'il ait pu avoir le plus gros groupe parlementaire de cette moitié de l'éventail politique. Faut-il raisonner dans les termes d'une victoire claire, sur le mode des scrutins contemporains ? Le problème de la future majorité se posait sans doute en termes de coalition, dont le point central restait à déterminer entre un centre gauche daladiériste et un cen-

---

conservatrices d'une grande région ouest ; il en vint 15 000. Encore un certain nombre de participants, dont des notables, marquèrent-ils leur désapprobation houleuse lorsque Doriot attaqua La Rocque.

7. Entretiens avec l'auteur, 18 février 1993.

tre droit où le PSF aurait pu occuper une forte position : cette perspective était explicitement évoquée dans ses conclaves. Qu'il eût pu être ou non l'arbitre de la situation relève de conjectures qui se situent hors de la démarche historique. En revanche, l'époque était bien celle d'une recomposition qui minait les vieilles formations. La place nous manque pour évoquer ce qui s'en manifestait à travers d'autres tendances que le parti de La Rocque : on sait d'expérience de chercheur qu'on en trouve le plus souvent les traces substantielles dans les études régionales. Le PSF recueillait souvent les marrons tirés du feu par d'autres que lui<sup>8</sup>.

### **L'organisation méthodique d'une relève politique...**

Même s'il sut concevoir des objectifs intermédiaires réalistes, le PSF se pensait bien comme une formation entièrement nouvelle et à vocation hégémonique. C'est dire qu'en dehors des ralliements, largement acceptés, il devait former des cadres adaptés à sa vocation dont il proclamait l'unicité : celle d'un parti social. Sans doute se pensait-il aussi comme un parti moral, dans le prolongement du magistère du bien commun auquel avaient prétendu les Croix-de-Feu. Il avait une fonction éducatrice, conforme à l'idéologie ressassée depuis la création des Volontaires nationaux en 1933 : ces jeunes devaient explicitement assurer la *relève* des aînés combattants, qui avaient appris la fraternité dans les tranchées. Cette relève eut en pratique plusieurs aspects interdépendants.

Le facteur le plus naturel fut l'émergence spontanée d'un réseau de responsables et d'animateurs, par l'immensité des ramifications locales : dans un mouvement qui avait fait plus que décupler depuis 1934, au surplus profondément renouvelé par la dissolution des Croix-de-Feu et la mutation en parti, les besoins se manifestèrent avant d'être évalués. Ils firent apparaître en masse les dévouements et ce savoir-faire qui naît d'une expérience sans guide très directif. S'y ajoutait le recyclage d'autres, qui étaient apparus dans des cercles étrangers à la scène politique. On doit citer le cas de Marie Diemer, pionnière de la formation d'assistantes sociales et des Centres sociaux : d'autres femmes moins connues formèrent avec elle un noyau fondateur des activités sociales Croix-de-Feu puis PSF. On devine certes qu'une part de ces compétences devaient rester extérieures à la politique et le demeurèrent encore plus après la disparition du parti. Mais les cadres PSF furent aussi des propagandistes électoraux et des notables, nés ou non dans le parti.

Si la formation suivit nécessairement le développement, elle fut organisée avec rapidité et esprit de système. Elle eut plusieurs ressorts, dont certains ne se séparaient pas de l'activité même du Parti social français.

---

8. Nous sommes contraint d'en rester à l'énoncé lapidaire de quelques exemples que nous ne pouvons développer ici : la récupération d'une frange paysanne mouvante entre le parti de Fleurant-Agricola et le dorgérisme ; le « déshabillage » du PDP en bien des endroits ; la percée du PSF dans la crise du microcosme politique alsacien...



« Le social d'abord » impliqua, sinon une priorité absolue, du moins le développement de cette activité sur le même plan que l'action politique (c'est ce qu'exprimait incidemment à l'usage du secteur féminin du parti, l'existence, à chaque niveau, de deux déléguées, à l'action sociale et à l'action civique, dirigeant deux sections correspondantes). La formation de cadres sociaux passa par les responsabilités sur le terrain, après sélection et formation méthodique. La liste des activités est interminable : organisations socio-économiques (Propagande ouvrière et commerciale, c'est-à-dire l'action ouvrière du parti ; Congrès patronal ; congrès spécialisés par objet : agricole, maritime, etc.) ; animation sociale (Centres sociaux, Société de préparation et d'éducation sportive, Travail et Loisirs...) flanquée d'un volet caritatif (jusqu'à des dispensaires assurés par des patrons médicaux et leurs étudiants), Centres universitaires, où les nombreux étudiants PSF furent comme les enfants chéris de La Rocque en tant qu'élites devant être préparées à assurer leurs responsabilités futures dans un esprit social. Ils furent aussi bien mis à contribution pour la soupe populaire qu'ès compétences : dans toutes les villes universitaires, ils furent associés à la création d'écoles de formation et de cours fédéraux d'orateurs.

On passe là au registre politique. Les orateurs durent être formés en masse et bien sûr certains émergèrent sur le terrain des *meetings* avant que les lieux d'entraînement se fussent multipliés, entre 1937 et 1939. Les méthodes étaient le plus souvent celles déjà rodées par le Centre de propagande d'Henri de Kerillis, avec rôles et contradiction entendant reproduire la situation réelle des réunions publiques. La création de Comités d'action électorale dans toutes les fédérations fit naître une génération de militants politiques d'autant plus appliqués que leur mission était désintéressée : distingués moralement, chargés de l'étude de la situation locale et de la sélection des candidats, ils ne devaient pas eux-mêmes s'impliquer dans la brigade électorale... À défaut, on retrouve certains d'entre eux après la guerre, à leur tour candidats et mettant leur expérience au service de nouvelles formations. Bien que les femmes ne fussent pas citoyennes actives, les sections féminines d'action civique furent le lieu de l'implication de beaucoup d'entre elles en même temps que d'une formation de masse : là encore on en trouve un héritage dans d'autres lieux politiques après la guerre<sup>9</sup>. La démultiplication de la presse militante (dont une trentaine d'hebdomadaires départementaux ou régionaux, réellement autonomes) fut une autre occasion de révéler des talents utiles.

Au total, il y eut bien une génération PSF, ou même plusieurs : jeunes Croix-de-Feu capables de prendre le tournant de la mutation partisane ; Volontaires nationaux, qui furent au cœur du PSF ; nouveaux venus de l'époque du parti. Ces derniers représentèrent un élargissement apprécia-

---

9. On pourrait citer entre autres l'Association Les Françaises libres, créée en 1944, qui fut indirectement une pépinière de militantes gaullistes d'origine PSF, dont des parlementaires comme Irène de Lipkowski ou Marcelle Devaud, qui fut vice-présidente du Sénat.

ble, dans les horizons qu'on a vus : transfuges du PDP, syndicalistes chrétiens et jocistes, militants de gauche. L'héritage fut considérable après la guerre malgré une importante déperdition. Quelques-uns firent fausse route, plus souvent dans le pétainisme que dans la collaboration idéologique. Plus nombreux furent les déçus, ou fatigués du militantisme, y compris parmi des résistants que leurs titres auraient pu pousser en avant. Beaucoup plus encore cultivèrent la nostalgie de l'incomparable école de dévouement qu'avait été, selon leur souvenir, leur engagement passé : on les retrouva souvent dans diverses activités sociales mais aussi civiles ou économiques ; le chercheur familiarisé avec certains noms les rencontre tant et plus au hasard des annales de la vie civile jusqu'à une époque assez récente. Certains, dont des gaullistes, perpétuèrent une tradition de militantisme politique accompagnée d'un refus de l'ambition électorale<sup>10</sup>. Malgré l'immensité de ces fuites, le PSF disparu fournit un très grand nombre de cadres politiques de la période clé 1945-1946. Certains disparurent ensuite de l'horizon politique mais ils formaient encore une part décisive, quoique non évaluable précisément, de l'encadrement parlementaire des droites dans les trois premières assemblées d'après la Libération. En bref, la réalité de la relève PSF est comme prouvée par l'aval : le parti du colonel de La Rocque fut un vivier pour d'autres que lui.

Les réseaux qui transpirent cet héritage relèvent d'une communication ultérieure. Une question plus étendue pourrait porter sur la place du PSF dans l'histoire politique française. À défaut de pouvoir l'aborder dans cet espace limité, on peut la résumer comme celle d'un carrefour. Le Parti social français récupéra des héritages divers et en fit une sorte de synthèse avant que sa disparition ne redistribue son propre legs dans bien des directions. Cette diversité ne saurait cacher un fleuve principal : il épura un héritage conservateur ou para-politique comportant une composante ligueuse mais surtout une tradition catholique sociale. Elle lui fournit sa plus forte ossature culturelle. Cette piste est à la fois fondamentale mais non exclusive et non intégrale. Par lui, cet héritage longtemps resté à l'écart de la politique y fut en partie réintégré comme un fonds intellectuel et moral laïcisé. Par l'intermédiaire de cadres, d'un militantisme, d'une sensibilité et d'expériences, cette tradition renouvelée fut transmise à diverses familles d'après guerre et particulièrement au gaullisme. Une trop longue histoire culturelle sortirait de notre objet mais on comprend qu'elle ait sa place dans la question de la recomposition politique d'avant et d'après guerre.

---

10. Parmi bien d'autres exemples, citons le docteur Suire, mort récemment, gaulliste sans faille depuis 1940, compagnon de déportation d'Edmond Michelet, membre du Conseil de direction du RPF, qui refusa d'être député malgré la sollicitation pressante du général de Gaulle : il ne nous exprima pas moins sa conviction qu'aucun endroit n'avait été le lieu d'autant de dévouements désintéressés que le PSF (Il était l'ancien président du Centre universitaire PSF de Paris).

**Annexe – Registre PSF de Montreuil : adhérents (non rayés)  
dont le nom commence par la lettre L (année 1937)**

**Femmes (60 noms)**

*58 noms sont accompagnés d'une indication de catégorie :*

Couturière, boulangère, secrétaire, brodeuse, cultivatrice, sans profession, modéliste, couturière, couturière, sans profession, bandagiste, sans profession, étudiante, sans profession, sans profession, sans profession, cravatière, sans profession, sans profession, sans profession, crémillère, dactylo, sans profession, sténo-dactylo, employée de commerce, manutentionnaire, employée de bureau, épicière, comptable, vendeuse, comptable, sans profession, manœuvre, sans profession, enfant, ouvrière Pathé, sténo-dactylo, manutentionnaire, ouvrière d'usine, polisseuse sur cuivre, dactylo, découpeuse, professeur lyrique, ménagère, commis, vendeuse, ménagère, sténo-dactylo, standardiste, employée d'usine, sténo-dactylo, industrielle, enfant, enfant, téléphoniste, sans profession, mécanicienne, infirmière, vernisseuse sur glace, enfant, enfant, sans profession.

**Hommes (137 noms)**

*132 noms sont accompagnés d'une indication de catégorie :*

Chauffeur-livreur, commerçant, industriel, boulanger, étudiant, chauffeur-livreur, cultivateur, architecte, étudiant, dessinateur, négociant, ébéniste, chef de bureau, maçon, industriel, nickeleur, chauffeur, ajusteur-outilleur, directeur de la [illisible], employé, horticulteur, représentant, ébéniste, épicier, manœuvre, ferrailleur, voyageur de commerce, graveur sur métaux, cartouchier, employé, verrier, souffleur de verre, étudiant, employé, émailleur, chauffeur, directeur usine chaussures, employé de commerce, industriel, cultivateur, livreur, manœuvre peintre, dessinateur, plongeur, chaussures, employé, manutentionnaire, employé, manœuvre, enfant, teinturier, ingénieur État [?], directeur d'usine, tôlier, manœuvre, vendeur accessoires auto, employé bureau, charpentier, tôlier auto, journalier, lithographe, enfant, chauffeur, industriel, mécanicien-ajusteur, mécanicien, boulangerie, industriel, employé de commerce, mécanicien-ajusteur, ajusteur, comptable, employé de bureau, garagiste, chauffeur-mécanicien, monteur-mécanicien aviation, serrurier, vernisseur, employé de commerce, ajusteur-mécanicien, serrurier-tôlier, gardien de la paix, industriel, mécanicien, enfant, voyageur, peintre, maçon, marchand de vin en gros, aide-chaudronnier, employé de commerce, chauffeur-routier, manœuvre, commerçant-épicier, gardien de la paix, représentant de commerce, monteur-chaussures, patron-boucher, enfant, ajusteur-mécanicien, garçon de café, maçon, magasinier, contrôleur magasins Printemps, aide chaudronnier, mécanicien, sans profession, chauffeur, entrepreneur de maçonnerie, enfant, chauffeur-mécanicien, peintre, employé de magasin, garçon de bureau, chauffeur-auto, voyageur de commerce, manœuvre, employé de banque, chauffeur TCRP, employé, enfant, enfant, peintre en bâtiment, pompier civil, tourneur, cordonnier, épicier, chauffeur, manœuvre spécialisé, peintre en bâtiment, ouvrier-tailleur.

RESUME

La création du PSF par le colonel de La Rocque en 1936 a participé à un profond bouleversement des droites françaises à l'époque du Front populaire. Le nouveau parti, héritier des Croix-de-Feu, était un mouvement de masses, bien différent des vieilles formations par son million d'adhérents et par la mobilisation de nouveaux venus à la politique, dont un très grand nombre de jeunes et de femmes. Prétendant se situer hors des divisions partisans entre gauche et droite, et se présentant comme inspiré par un idéal de dévouement social étranger à l'esprit « *politicien* », il entreprit méthodiquement de former une nouvelle génération politique. Le bilan en est lisible après 1945 : une part majeure des cadres et notables de la moitié droite était alors issue du défunt PSF.

ABSTRACT

*An experience of a mass movement and the preparation of a relieving party*

*The PSF's creation by colonel de La Rocque in 1936 participated to the deep upheaval of the different rights in France during the Popular Front. The new party, inheritor of the "Croix-de-Feu", was a mass movement, very different from the old political groups, with a million members, and extremely motivated newcomers to politics, among whom many young people and women. Pretending to be outside the partisan split between right and left, and presenting itself inspired by an ideal of social devotion, free from "politicking", the party methodically initiated the training of a new political generation. The outcome is visible in 1945: a large part of the right wing establishment came then from the former PSF.*